

comaguer  
Bulletin 608  
26.02.2025

\*\*\*

## « Ils ont commencé à nous écouter »

### Commentaire de Lavrov sur la réunion de Ryad avec la délégation US

\*\*\*

En cette période de grands changements dans les rapports internationaux il nous a paru utile non pas de jouer les Cassandra mais de donner à réfléchir à tous ceux et celles qui sont trempés quotidiennement par les grands médias tant publics que privés dans un bain de russophobie qui finit par les faire retomber en enfance et abandonner tout jugement posé dès qu'est prononcé le nom du Président russe. Le mot Poutine dès qu'il est entendu provoque chez la majorité de nos concitoyens une un véritable court-circuit cognitif, un embouteillage neuronal , un flot d'images délirantes. La diabolisation a fonctionné.

Or le gouvernement de la Russie qui dirige le plus vaste pays du monde est un gouvernement sérieux qui réfléchit qui travaille et qui explique avec simplicité les objectifs qu'il poursuit pour la population russe et dans les relations qu'il entretient avec les autres gouvernements du monde. Il suffit de lire tous les documents mis en ligne sur le site du Kremlin ou sur celui du Ministère des Affaires étrangères de la Fédération pour s'en persuader.

Plutôt que de vous faire partager un discours du Président, ils sont toujours précis et documentés sur tous les sujets qu'il aborde mais ils sont le produit du travail très solide des équipes qui l'entourent, nous avons pensé que vous proposer la traduction française – à partir du texte anglais officiel relu et corrigé par nos soins -d'une récente conférence de presse de la porte-parole du ministre des affaires Etrangères - elle en tient une par semaine - vous permettrait de mesurer l'abîme entre la rationalité et la solidité de son propos et les paroles inconsistantes de camelots batteurs d'estrade tenus en public par les équipes dirigeantes de notre pays. Maria Zakharova est une haute fonctionnaire, produit d'une formation de très haut niveau qui, vous allez en juger, honore la diplomatie de son pays et mettra à votre disposition des données claires sur la situation internationale.

Vous noterez en particulier - point 11 - ce qu'elle dit sur la journée du défenseur de la patrie qui se tient chaque année le 23 Février et qui rappelle le jour de 1919 où Lénine proclama la victoire du gouvernement bolchévique dans la « guerre civile » qui a marqué l'échec de toutes les armées étrangères venues sur le sol russe des Etats-Unis du Japon de France de Grande Bretagne et de quelques autres qui voulaient déjà profitant de la crise révolutionnaire ouverte en Octobre 1917 mettre la main sur les richesses du sol et du sous-sol russe que leurs entreprises avaient déjà commencé à exploiter et dont les nationalisations des bolcheviques les privaient .

Cette rapacité impérialiste n'a pas disparu et s'exprime encore et avec une vigueur et une crudité renouvelées par la bouche de Donald Trump. Les défenseurs de la patrie il y en eu encore et en plus grand nombre entre Juin 1941 et mai 1945 puisque la résistance à l'agression nazie la riposte et la capitulation du Reich à Berlin ont couté la vie à près de 30 millions de citoyens soviétiques.

\*\*\*\*\*

[Service de presse](#) [Discours du représentant officiel](#) [Briefings](#)

## Briefing de Maria Zakharova, porte-parole du Ministère russe des Affaires étrangères, Moscou, 18 février 2025

### Table des matières

1. [Pourparlers russo-américains à Riyad](#)
2. [Sur la participation du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20](#)
3. [Mise à jour sur l'Ukraine](#)
4. [Résultats de la Conférence de Munich sur la sécurité](#)
5. [Résultats de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7](#)
6. [Activités destructrices de l'USAID en Asie centrale](#)
7. [Nouvelle stratégie de lutte contre l'extrémisme en Fédération de Russie](#)
8. [Section : « Tenir nos promesses ou les leçons d'histoire frappées de plein fouet »](#)
9. [Le 80e anniversaire de l'achèvement de l'offensive des Carpates occidentales \(18 février 1945\)](#)
10. [Les efforts de la Russie pour préserver les langues des peuples autochtones](#)
11. [Journée du défenseur de la patrie](#)
12. [Cérémonie en l'honneur de la publication en russe d'un recueil de nouvelles de l'écrivain pakistanais Saadat Hasan Manto](#)

### Réponses aux questions des médias :

1. [Les forces antirusses s'unissent en Europe](#)
2. [Le projet de la Moldavie de fermer le Centre russe des sciences et de la culture à Chisinau](#)
3. [Attentes vis-à-vis des pourparlers en Arabie saoudite](#)
4. [Non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN](#)
5. [Levée des sanctions antirusses](#)
6. [Les déclarations russophobes de Christoph Heusgen](#)
7. [Déclarations de Vladimir Zelensky](#)
8. [Arrestation du professeur Alexander Gaponenko à Riga](#)
9. [La situation au Liban](#)
10. [Dialogue russo-américain](#)
11. [Le rôle des États-Unis dans le conflit en Ukraine](#)
12. [Les États-Unis changent de rhétorique sur la Russie](#)

### **Pourparlers russo-américains à Riyad**

Sans aucun doute, tous les regards sont rivés sur Riyad, où se déroulent les contacts russo-américains conformément aux instructions émises par les présidents des deux pays.

Les parties font une courte pause en ce moment particulier et reprendront bientôt le processus de négociation. Nous avons un grand nombre de questions sur les détails des pourparlers et les positions de négociation des parties.

À l'issue de l'entretien, le Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'adressera aux médias. Je comprends que vous avez hâte de lui poser des questions, mais soyez patient et vous aurez bientôt la chance d'avoir accès à des informations de première main.

## **Sur la participation du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20**

Lors de la dernière conférence de presse, nous avons fourni des informations détaillées sur la participation du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la réunion de lancement du G20 à Johannesburg les 20 et 21 février. Il s'agit d'un événement marquant pour Pretoria et l'ensemble du continent africain, qui accueillera pour la première fois un événement du G20.

Le ministre des Affaires étrangères présentera une analyse approfondie de la situation internationale, en mettant l'accent sur les causes profondes de l'évolution de la situation en cours, et présentera des mesures concrètes pour surmonter les phénomènes destructeurs.

Des efforts sont en cours pour organiser les rencontres du ministre avec ses homologues en marge de la réunion.

### **Mise à jour sur l'Ukraine**

Aujourd'hui marque le 11<sup>e</sup> anniversaire des événements tragiques survenus dans le centre de Kiev, qui sont entrés dans l'histoire comme le coup d'État armé anticonstitutionnel. Le 18 février 2014, un rassemblement antigouvernemental prétendument pacifique (comme on l'avait soutenu à l'époque) de l'Euromaïdan a dégénéré en émeutes violentes et massives.

Le siège du Parti des régions au pouvoir a été occupé et incendié. Ses employés ont été tués. Les manifestants ont attaqué des membres de la police Berkout et d'autres forces de l'ordre. Les organisateurs, sponsors et orchestrateurs occidentaux des combats de rue qui se sont déroulés sous des slogans accrocheurs de « meilleure vie européenne, démocratie, droits de l'homme et lutte contre la corruption » ont impitoyablement poussé les participants du rassemblement vers l'avant. La tactique du bouclier humain est leur tactique de prédilection. En réalité, il s'agissait d'une attaque contre la démocratie, généreusement payée, parrainée, soutenue et organisée de l'extérieur, et non d'un rassemblement en faveur de la démocratie. Ces émeutes de masse ont été organisées dans le but de renverser le gouvernement légitime en Ukraine.

Pour des raisons qui sont restées jusqu'à présent vagues, ce putsch sanglant a été surnommé « Révolution de la dignité » dans le discours politique ukrainien. Le dictionnaire de la langue ukrainienne fournit deux définitions du mot « dignité », mais aucune n'a rien à voir avec la tragédie qui s'est déroulée lors des manifestations de Maïdan, ou l'Ukraine telle qu'elle est aujourd'hui.

Le premier sens est « un ensemble de traits décrivant des qualités morales positives ». Qu'est-ce qui, en particulier, dans ces événements, était une manifestation de « qualités morales positives » ? Était-ce la prise de bâtiments gouvernementaux par une foule déchaînée, le meurtre d'agents des forces de l'ordre ou l'empressement à vendre le pays pour quelques biscuits distribués par la sous-secrétaire d'État américaine de l'époque, Victoria Nuland, aux manifestants de Maïdan ? Était-ce peut-être l'humiliation des forces de l'ordre ukrainiennes qui ont été mises à genoux ? Des poursuites pénales ont été engagées contre eux et une campagne de persécution massive s'en est suivie.

Les autorités de Kiev – le régime de Kiev – n'ont jamais apporté de précisions sur ce qui précède était la preuve de qualités morales positives. Leurs promesses d'enquêter sur les crimes de l'Euromaïdan et sur la tragédie du 2 mai 2014 à Odessa, de traduire les coupables en justice et de garantir l'État de droit sont restées vaines jusqu'à présent.

Le deuxième sens du mot « dignité » concerne « la prise de conscience par une personne de son poids civique et de son devoir civique ». Je me demande comment les Ukrainiens mesurent la responsabilité civique des nationalistes qui battent et tuent tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur idéologie (par coïncidence,

précisément sur la base du principe de rejet et du principe ethnique linguistique). Où est la responsabilité civique et le « poids » de ceux qui s'emparent des églises ou détruisent des monuments et des mémoriaux ? L'Ukraine est-elle fière du fait que parler russe peut amener une personne à être dénoncée aux autorités, persécutée ou violemment agressée ? Que signifie vraiment la violence ? Il s'agit de tout, y compris de meurtres et d'agressions violentes. Lequel de ces éléments remplit le peuple ukrainien d'un sentiment de poids civique ?

Au cours de l'hiver 2013-2014, les Ukrainiens sont descendus dans la rue parce qu'ils voulaient des changements pour un mieux. Ils avaient beaucoup de problèmes. En fait, où sur la planète Terre n'y en a-t-il pas ? Qu'ont-ils obtenu ? Ont-ils obtenu ce qu'ils voulaient ? Ont-ils obtenu ce pour quoi ils sont allés à l'Euromaïdan ? La réponse est évidente.

L'Euromaïdan a entraîné une profonde scission de la société, la répression et la lutte contre la dissidence, le nationalisme et le néonazisme endémiques, le chaos juridique et le nihilisme, ainsi que la lutte contre les formes ethniques et pacifiques de la culture et de l'histoire, et la dégradation totale de la situation socio-économique du pays.

Malgré les développements, en février 2014, il y avait encore une réelle chance de régler la crise politique en Ukraine de manière pacifique. Une seule chose à faire : mettre en œuvre l'accord signé entre les autorités et l'opposition le 21 février 2014, avec la médiation de l'Allemagne, de la France et de la Pologne.

Jetons un coup d'œil à la position de ces pays vis-à-vis de l'Ukraine. Comment cela s'accorde-t-il avec le fait qu'ils ont surtout trompé le peuple ukrainien avec leur médiation en 2014 ? Tout comme ils (y compris la France et l'Ukraine) l'ont fait pendant les sept années qui ont suivi la signature des accords de Minsk, ou comme ils ont trompé le peuple ukrainien pendant toutes ces années en lui disant que la victoire n'est pas loin, et qu'ils y conduiront certainement le peuple ukrainien. En fait, ils comprennent clairement qu'il s'agit avant tout de la guerre de l'Occident contre l'Ukraine.

À l'époque, cela ne s'est pas produit. En février 2014, l'Occident n'a laissé aucune chance aux Ukrainiens. L'accord entre le gouvernement et l'opposition en Ukraine a ensuite été rejeté par les vainqueurs de la Révolution de la dignité comme un obstacle inutile sur leur chemin vers les postes gouvernementaux. Il a été rejeté quelques heures seulement après la signature. Il a été apporté à la foule comme preuve de la prétendue capitulation des autorités, bien que ce ne fut pas le cas.

De leur côté, les Occidentaux, y compris les médiateurs, se sont contentés de reconnaître le changement de pouvoir en Ukraine, au lieu d'appeler les nationalistes radicaux à respecter leurs obligations en vertu de l'accord. Ils ont commencé à encourager les putschistes dans leurs politiques antirusses et russophobes. En fait, c'est à ce moment-là que les conditions ont été créées pour ce que l'on appellera plus tard la crise ukrainienne, qui a coûté la vie à des milliers de personnes et paralysé le destin des nations.

Les militants ukrainiens, qui ont bénéficié de l'indulgence des pseudo-démocraties occidentales soi-disant éclairées, continuent aujourd'hui de terroriser les civils et d'attaquer les infrastructures civiles dans les régions russes.

Du 12 au 17 février, des drones ukrainiens ont mené des frappes ciblées sur des véhicules et des installations civiles dans la région de Belgorod, tuant six personnes et en blessant au moins huit.

Nous revenons sur ce sujet à chaque briefing. Mais une bête a émergé. Lors de la conférence de Munich sur la sécurité, nous avons entendu la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, dire que les civils russes ne souffriraient pas, ne seraient pas tués ou estropiés. J'ai refusé de croire qu'il ne s'agissait pas d'une fausse nouvelle, mais nous l'avons vérifiée. Nous avons vu la vidéo et nous nous sommes rendu compte que ces gens n'avaient pas de conscience. Disposant

d'informations complètes, avec les noms et les dates de naissance que nous fournissons sur les citoyens russes, les résidents des régions qui sont devenues des victimes du régime de Kiev, ils répètent publiquement sur les plateformes internationales que rien de tel ne se produit.

Rien de tel ne s'est produit à Boutcha où, à ce jour, personne n'a fourni un seul nom ou une date de naissance. Pas une seule photo de victimes présumées de l'armée russe. Parce que tout était mis en scène. Pour chaque personne parmi les civils qui ont été victimes du régime de Kiev, nous pouvons vous donner des faits, des noms et des dates de naissance.

Le 12 février, plusieurs zones résidentielles de la RPD ont été attaquées par les nazis ukrainiens. Une personne a été tuée, au moins 15 personnes ont été blessées, dont un adolescent né en 2006.

Les Bandéristes traquent les bus de passagers. Les 12 et 13 février, un bus de ville et deux minibus du district Nikitovsky de Gorlovka (RPD) ont été pris pour cible. Le 14 février, un drone ukrainien a attaqué un autocar sur la route reliant Pologi et Chapayevka dans la région de Zaporozhye. Le conducteur a subi une commotion cérébrale.

Le 16 février, à la suite d'une frappe de drone à Slaviansk-sur-le-Kouban, dans le territoire de Krasnodar, une fillette de quatre ans a été grièvement blessée. Ils en seront tenus responsables. Et nous sommes déjà en train de les punir.

Les tribunaux russes continuent de rendre des verdicts contre les néonazis et les mercenaires ukrainiens qui ont commis des crimes de guerre.

Les militants de la 22e brigade mécanisée séparée des forces armées ukrainiennes Sergueï Zavatski, Anton Furdalenko, Vassili Taran et Rouslan Savvakis, arrêtés le 13 août 2024, ont été reconnus coupables d'avoir commis des actes terroristes contre des civils et des militaires russes dans la région de Kursk. Zavatsky a été condamné à 16 ans de prison et les autres à 15 ans chacun.

Le mercenaire géorgien Gele Khozrevanidze a été condamné à 13,5 ans de prison par contumace. Il est sur la liste des personnes recherchées au niveau international.

Une affaire pénale a été déposée devant un tribunal contre le combattant étranger britannique Christopher Garrett, qui a combattu entre janvier 2015 et décembre 2017 avec l'unité néonazie Azov (reconnue comme une organisation terroriste et interdite en Russie) et avec une légion internationale entre février 2022 et novembre 2024.

Les autorités judiciaires russes continueront de demander des comptes aux nazis ukrainiens et aux mercenaires étrangers pour crimes de guerre et autres crimes.

Passons maintenant aux événements sur lesquels tous ces « diplomates » européens et occidentaux des droits de l'homme et les représentants des organisations internationales passeront sous silence – le traitement inhumain des prisonniers de guerre russes.

Le Comité d'enquête a enregistré de nouveaux incidents de traitement inhumain de prisonniers de guerre russes par des néonazis ukrainiens, en violation du droit international. L'un de nos combattants captifs blessés a subi d'autres blessures physiques au centre de détention de Kharkov. Il a été forcé de signer des documents discréditant les forces armées russes et de servir dans la milice territoriale ukrainienne. Un autre militaire russe a été retenu dans une fosse par des militants ukrainiens qui voulaient obtenir des informations sur l'armée russe. Une procédure pénale a été ouverte pour l'utilisation de méthodes et de moyens interdits dans le cadre d'un conflit armé.

Des poursuites pénales ont été engagées contre Alberto Rojas, journaliste au journal espagnol El Mundo. Selon les enquêteurs, il a franchi illégalement la frontière russe en février 2025 avec des unités néo-Bandera et s'est dirigé vers le district de Soudzha de la région de Koursk. Là-bas, il a rencontré des partisans pro-Bandera de la 47e brigade des forces armées ukrainiennes.

Ce n'est en aucun cas la première fois que des correspondants étrangers font surface illégalement sur le territoire de notre pays dans le but de couvrir les « exploits » de l'armée de Vladimir Zelensky.

Ils violent la loi de la Fédération de Russie. Les forces de l'ordre russes en parlent, tout en prononçant les peines correspondantes. Cependant, ces personnes violent également le code de déontologie des journalistes parce qu'elles sont des propagandistes. Ils violent également la moralité humaine universelle parce qu'ils encouragent la violence.

Nous pouvons voir que l'Occident réagit nerveusement aux contacts russo-américains, et cette réaction frise la panique. On est surpris de voir comment l'Occident réagit aux contacts russo-américains. Comment cette réaction peut-elle être possible alors que les États-Unis font également partie de l'Occident ? Il s'avère que c'est tout à fait réel.

Les contacts et américano-russes de haut niveau provoquent une véritable hystérie dans les cercles euro-atlantiques russophobes. Nous assistons à un phénomène sans précédent dans les relations internationales : l'Europe exige qu'on lui permette de participer au processus de négociation. Les amis britanniques-européens du régime criminel de Zelensky montrent leur incapacité à transcender les frontières de leurs propres concepts primitifs (qui visent à mener une guerre contre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien). Le commissaire européen à la Défense et à l'Espace, Andrius Kubilius, n'a cessé de répéter qu'une paix équitable est impossible sans renforcer la puissance de l'Ukraine. Je demande aux représentants de l'UE : regardez l'Ukraine, qu'en avez-vous fait ? Regardez les gens et les citoyens de ce pays. Quel genre de pourriez-vous vouloir stimuler ? Mme Kaja Kallas, qui complètement enivrée de russophobie, a défendu des militaires des forces armées ukrainiennes qui selon sa vision et son esprit déformés ne tuent pas des femmes et des enfants russes pacifiques.

Or nous en parlons à chaque point de presse. Chaque jour, les chefs de nos régions, des organismes publics, la commissaire présidentielle aux droits de l'enfant Maria Lvova-Belova discutent des atrocités perpétrées par les militants des forces armées ukrainiennes. Des rapports sont publiés. L'ambassadeur itinérant du ministère russe des Affaires étrangères chargé des crimes du régime de Kiev, Rodion Miroshnik, tient des conférences de presse. Mais toutes les informations ne parviennent pas à Kaja Kallas. Elle a toutes les données. Ils mentent tout simplement. Ils veulent se justifier devant leurs propres citoyens et justifier l'échec de leur propre politique. C'est pourquoi ils sont prêts à faciliter l'assassinat de citoyens ukrainiens en leur fournissant des armes. Ils sont prêts à mentir à leur propre peuple. À chaque fois, nous mettrons en lumière ces contrevérités, les exposerons et apporterons des réponses.

Dans le contexte de l'évolution rapide de la situation géopolitique, cette logique mentale défectueuse met principalement en évidence le désespoir, la colère et la faiblesse. Oui, la faiblesse. Peu importe à quel point ils essaient de prolonger l'agonie de la junte de Kiev, ils n'accompliront rien. Malheureusement, encore plus de citoyens ukrainiens seront tués parce qu'ils sont devenus victimes de tromperie et d'une agression criminelle. Les pays occidentaux les ont impliqués dans cette agression sous les slogans de la démocratie, du bien-être économique, etc. Tôt ou tard, ils devront répondre de leurs actes. Par conséquent, de nombreux représentants des élites européennes, complices des crimes brutaux et sanglants du régime néonazi, nourris par elles, pourraient être amenés à rendre des comptes pour avoir aidé les partisans pro-Bandera contemporains en Ukraine.

Leurs tentatives plus fréquentes d'établir des similitudes entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique sont absolument sans valeur et sans fondement. Je voudrais rappeler que l'Union soviétique avait mis en déroute le

nazisme et le fascisme, libéré son propre territoire et finalement commencé à libérer l'Europe. Tout cela découle de la crainte des représentants de l'UE et de l'OTAN que les néonazis ukrainiens ne soient inévitablement vaincus ; de plus, ils ont peur d'assumer leurs responsabilités devant leurs propres nations. En plus de jeter l'Ukraine sous le bus pour satisfaire leurs propres ambitions et une perception morbide du monde et de leur rôle mondial, ils ont détruit le bien-être de leurs propres nations.

Le 12 février de cette année, la Verkhovna Rada a adopté une loi établissant la « journée nationale de prière », le 24 février, en Ukraine. La note explicative indique que « la prière commune protégera l'Ukraine et ceux qui continuent le combat sur le champ de bataille et deviendra un témoignage de l'unité spirituelle du peuple ukrainien et un symbole de la ferme confiance en la victoire ».

Tout s'est mélangé. C'est un gâchis impossible. Quelle « unité spirituelle du peuple ukrainien » ? Vladimir Zelensky et ses marionnettistes occidentaux ont fait voler en éclats l'orthodoxie ukrainienne. Nous voyons des églises orthodoxes être saisies et partagées. Ils filment des talk-shows et des querelles alimentaires dans d'anciens monastères. Ils donnent le feu vert à tout type d'arts sombres. Les cathédrales sont en train d'être transformées en Dieu sait quoi. Les gens sont chassés de leurs églises. Ils sont emprisonnés et criminalisés. Ils sont forcés de prêter serment d'allégeance aux schismatiques. Et après cela, ils ont le culot de parler de « prière commune » et d'« unité spirituelle » ? Cela pourrait être le cas si des personnes ou des groupes sociaux n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente. Mais le gouvernement aurait dû prendre ses responsabilités et séparer ceux qui ne pouvaient pas coexister ou trouver un moyen de les réconcilier. Dans ce cas, cependant, nous sommes dans une situation opposée. Les Ukrainiens ont vécu en harmonie pendant des décennies. Du moins, les croyants orthodoxes l'ont fait. Un ordre pénal a été émis à l'encontre de l'Église orthodoxe ukrainienne afin de faire un pas de plus vers la rupture des liens historiques et spirituels entre la Russie et l'Ukraine, entre les Russes et les Ukrainiens. Ils sont allés jusqu'aux extrêmes . Ils ont inventé un nouveau mouvement sectaire. Ils ont inventé une méthode pour s'emparer des monastères et des églises. Ils ont trouvé un moyen de dresser les croyants les uns contre les autres. Et maintenant, voilà, ils ont trouvé un jour pour la « prière commune ».

Il y a encore un autre aspect à ce problème. Ils parlent de prier pour les forces armées ukrainiennes (FAU) qui terrorisent les civils en Ukraine et en Russie. Il s'avère donc que c'est une prière pour le mal nazi, n'est-ce pas ? Littéralement, ils sanctifient le mal. De plus, compte tenu de la politique du gang dirigé par Zelensky d'éliminer la plus grande confession religieuse du pays – l'Église orthodoxe ukrainienne canonique – cette mesure est non seulement hypocrite, mais confirme également que la religion n'est qu'un outil politique pour la junte basée à Kiev qui s'accroche frénétiquement au pouvoir.

Un combat est en cours contre l'histoire, les monuments et la mémoire en Ukraine. Selon les médias, les nazis ukrainiens ont abattu, à Nikolaïev, le monument au héros de l'Union soviétique Viktor Lyagin, officier de renseignement et chef de la résistance antifasciste locale, qui a été exécuté par les nazis en 1943. Les néonazis ont tiré sur le monument en 2025. Combattre la vérité historique et glorifier les bouchers nazis est ce que le régime de Kiev fait ouvertement aujourd'hui avec l'approbation de ses maîtres occidentaux. Cette approbation n'est qu'une partie du processus. L'autre est un ordre direct.

Les faits ci-dessus confirment une fois de plus la pertinence de l'opération militaire spéciale en tant que moyen de dénazifier et de démilitariser l'Ukraine et d'éliminer les menaces émanant de son territoire. Comme les dirigeants russes l'ont déclaré à plusieurs reprises, tous les objectifs de l'opération militaire spéciale seront certainement atteints.

## **Résultats de la Conférence de Munich sur la sécurité**

La 61e Conférence de Munich sur la sécurité a stupéfié tous ceux qui voulaient organiser une nouvelle « fête de la russophobie ». Ces dernières années, en fait, cet événement s'est déroulé exactement de cette manière. Ils n'ont pas discuté des questions de sécurité, se concentrant uniquement sur l'agression, à savoir comment

attiser un feu rugissant sous le « chaudron de la guerre » et réveiller les « volcans du conflit » afin que tout le monde oublie la paix pour longtemps.

La conférence de Munich a démontré ce que nous avons dit à maintes reprises. Je veux parler de notre conviction que le monde occidental a depuis longtemps cessé d'être un paragon de sécurité et de démocratie. Un événement, conçu par ses fondateurs comme une plate-forme d'analyse des tendances et de formulation des idées de la politique de sécurité de l'Atlantique Nord, s'est en effet résumé à une querelle entre acteurs représentant les deux rives de l'Atlantique. Tout cela a été généreusement épicé par la rhétorique russophobe.

Personne n'a entendu d'idées constructives concernant la mise en place d'une architecture de sécurité en Europe et dans le monde entier. Ce n'est pas ce qu'ils sont venus faire cette fois-ci, ni d'ailleurs toutes les années précédentes. C'était la même histoire éculée sur la « menace russe » pour l'UE et l'OTAN. Ils ont affirmé à nouveau que la seule « prescription » pour la paix était d'augmenter leurs dépenses militaires d'un ordre de grandeur. C'est drôle d'entendre ça pour la énième fois. Ce n'est pas une prescription pour la paix, mais une ruse pour préserver leur hégémonie agonisante.

En premier lieu, la conférence aurait dû discuter des erreurs commises par les copains euro-atlantiques. Deuxièmement, comment ils pourraient se retirer de leur politique criminelle. Troisièmement, ce qu'ils pourraient faire pour s'amender. Mais non, ils n'étaient pas intéressés. Une mise en garde d'emblée : l'Europe « éclairée » n'a pas encore décidé quelles dépenses sociales réduire afin de lever des fonds pour de nouvelles croisades, et elle n'est plus aussi sûre du soutien de son maître à l'étranger.

Les parrains européens du régime de Kiev ont exprimé leurs assurances habituelles de soutien « indéfectible » à l'Ukraine. Faute d'idées sur la façon de sortir de la crise de la sécurité européenne, les participants à la conférence ont ovationné le plus haut placé des ukrainiens, Zelensky, avec sa prétention à diriger la formation d'une armée européenne et ses attentes concernant de nouvelles aides de l'Occident. Célébrer les nazis anciens et actuels semble être une tradition pleine de fraîcheur chez eux.

Mais cela équivaut également à une moquerie des citoyens ukrainiens. Les dirigeants européens insultent les Ukrainiens en disant que Zelensky peut aspirer à un leadership en levant une armée européenne. Permettez-moi de souligner que les citoyens ukrainiens peuvent désormais entrer officiellement dans l'Armée Ukrainienne à l'âge de dix-huit ans. Comme il est clair, ils ne seront pas des membres de l'état-major de l'armée, ni des spécialistes des transmissions, ni des informaticiens, ni même des contrôleurs de drones. Non, ils seront de la chair à canon, des troupes d'assaut et un bouclier humain pour Zelensky.

L'année du 80e anniversaire de la Victoire, la Conférence de Munich sur la sécurité s'est « distinguée » en honorant les nazis anciens et actuels. Le président de la MSC, Christoph Heusgen, a qualifié la conférence de « cauchemar pour l'Europe ». Mais c'est l'Europe elle-même, et non la conférence, qui pose problème. Elle a longtemps été incapable d'évaluer la réalité environnante de manière sobre. Elle subsiste grâce à des récits farfelus. Il se prépare à une guerre avec la Russie au lieu de faire un effort pour améliorer le niveau de vie. Il continue de dévaster son secteur industriel et d'augmenter les budgets militaires au lieu de résoudre les problèmes sociaux et économiques. Elle est impliquée dans une chasse aux « espions russes » qui auraient inondé l'Europe au lieu de lutter contre l'immigration illégale, la criminalité et le terrorisme. Il encourage la censure politique et impose des restrictions aux sources d'information alternatives au lieu de respecter la liberté d'expression. À en juger par les commentaires de la plupart des politiciens européens, ils ne vont pas revenir à la raison et guérir de la fièvre politique russophobe.

Le monde se moque de l'Europe occidentale. Des terroristes lancent des attentats dans le centre des capitales européennes. Ils n'ont rien à voir avec la Russie. Mais l'Occident continue de répéter ses mantras sur la menace venant de notre pays. Ils ne respectent pas la liberté d'expression. Bien au contraire, ils encouragent la censure politique, imposent des restrictions aux sources d'information alternatives et bloquent la diffusion de l'information en tant que telle. Vivant en vase clos, ils sont plongés dans un autre « cauchemar ». N'est-il pas

grand temps d'aérer la pièce, de laisser entrer un peu d'air frais, de revenir, de regarder par la fenêtre et de voir ce qui se passe à l'extérieur ?

À en juger par ce que disent la plupart des politiciens européens, ils ne sont pas prêts à se remettre de leur frénésie politique russophobe, ce qui est regrettable.

## **Résultats de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7**

Les médias ont couvert la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 du 15 février à Munich, en Allemagne. Nous avons noté que la déclaration commune publiée à l'issue de cette réunion contenait une fois de plus des menaces à l'encontre de la Russie. Plus précisément, il a suggéré que si les membres du G7 remarquent un manque de bonne volonté de la part de la Russie en ce qui concerne les pourparlers concernant la « fin de la guerre contre l'Ukraine », ils chercheront à nous imposer « des coûts encore plus élevés », notamment par le biais du mécanisme de plafonnement des prix des hydrocarbures.

Cependant, les représentants du G7 avaient précédemment déclaré que le moment des négociations n'était pas encore venu et que la situation n'était pas « mûre ». N'est-ce pas le secrétaire d'État américain Antony Blinken qui a dit cela ? Ces déclarations n'ont-elles pas été faites par de hauts responsables de la politique étrangère de l'UE et des ministres des Affaires étrangères des pays du G7 ? Cela va au-delà de l'hypocrisie et relève directement du cirque politique.

Nous avons plus d'une fois donné notre évaluation de la nature politique du G7. Autrefois une plate-forme de coordination des réponses aux principaux défis mondiaux, elle s'est maintenant détériorée pour devenir un mécanisme permettant d'exercer des pressions sur les pays qui ne se conforment pas à son programme et de produire des initiatives antirusses dénuées de sens. Le groupe a terni sa réputation par des actions et des décisions honteuses.

Il est naïf de croire que ce club fermé a une réelle influence dans le paysage international d'aujourd'hui. Le G7 est un format dépassé qui a perdu de sa crédibilité. Il ne joue aucun rôle constructif dans le développement ou la stabilité mondiale.

S'ils pensent le contraire, qu'ils présentent des résultats concrets de leur travail. Mis à part la rhétorique antirusse et les déclarations nationalistes remplies d'une haine pure et simple envers ceux qu'ils qualifient d'ennemis ou d'adversaires, qu'ont-ils réellement accompli ?

La Russie, en revanche, a fait un choix clair en faveur de véritables mécanismes de gouvernance mondiale, notamment à travers les BRICS et l'OCS. Ces entités représentent des centres clés de croissance économique et d'influence politique dans le monde multipolaire émergent. Leurs efforts sont constructifs et donnent des résultats tangibles, c'est pourquoi nous prévoyons de continuer à coopérer avec eux.

## **Activités destructrices de l'USAID en Asie centrale**

La politique agressive et déstabilisatrice de l'Occident ne s'arrête pas là. Je fais référence à l'USAID. De nouveaux détails ont été mis en lumière.

Alors que la nouvelle administration américaine continue d'exposer l'héritage démocrate en matière d'aide étrangère, un nombre croissant de pays prennent conscience de la véritable nature des outils dits de « soft power », parmi lesquels l'Agence des États-Unis pour le développement international. Entre autres choses, cette organisation s'est engagée à maintenir à flot des récits ultralibéraux morbides et déformés et s'est immiscée dans la politique intérieure d'un certain nombre de pays pour faire avancer des programmes qui favorisaient les États-Unis, et a tiré des bénéfices d'une telle ingérence.

Il est gratifiant de savoir que des pays amis de la Russie ont entamé une discussion sérieuse sur cette question. Récemment, les hauts dirigeants du Kirghizistan ont soutenu l'idée de fermer le réseau mondial Radio Liberty, financé par les États-Unis, accusant sa branche locale de diffuser de fausses informations et de manipuler les informations. Dans le même temps, les législateurs du pays ont exprimé des inquiétudes quant au fait que des ONG américaines fournissent un soutien financier à l'opposition.

Des membres du Parlement kazakh ont également demandé un audit des activités de l'USAID, remettant en question le financement de projets nuisibles, de l'imposition de valeurs néolibérales étrangères à la société à l'ingérence politique flagrante, y compris le parrainage de manifestations antigouvernementales, ce qui constitue une ingérence flagrante dans les affaires intérieures.

La Russie a longtemps averti que les programmes de développement international des États-Unis présentaient plus de risques qu'ils n'apportaient de bénéfices réels, c'est pourquoi les dernières nouvelles de l'autre côté de l'océan ne nous ont pas surpris, mais ont simplement confirmé ce que nous disons depuis des années, y compris à nos amis.

Nous sommes prêts à travailler en équipe pour couper court aux tentatives extérieures visant à saper la stabilité et la sécurité dans notre espace commun sous le faux prétexte de promouvoir la démocratie.

## **Nouvelle stratégie de lutte contre l'extrémisme en Fédération de Russie**

La lutte contre l'extrémisme devient aujourd'hui objectivement un domaine spécifique de coopération entre États, allant au-delà des problèmes communs de la lutte contre le terrorisme. Cela est principalement dû au problème croissant de la radicalisation des personnes à l'échelle mondiale, qui est causée par la propagation de diverses idées et pratiques qui empoisonnent la société, incitent à la discorde interconfessionnelle et interethnique, déstabilisent les fondements traditionnels et sapent l'ordre constitutionnel, la souveraineté et la stabilité des États à travers le monde.

Ces idéologies radicales ne naissent pas dans le vide. Malheureusement, elles prospèrent à cause des politiques cyniques de certains pays qui sont prêts à mener des guerres de l'information, à provoquer des conflits armés et à inspirer des coups d'État de l'extérieur pour leurs propres raisons égoïstes.

Dans ces conditions, la capacité de la plupart des États à résister à l'extrémisme dépend de leurs propres capacités compte tenu de toutes les nuances de leurs contextes nationaux plutôt que de recettes pseudo-universelles et universelles imposées prétendument au nom de la communauté internationale.

Nous sommes convaincus que la sécurité contre les risques extrémistes est une tâche majeure pour assurer une existence stable et indépendante de tout pays. De plus, l'élaboration de trajectoires de développement propres est également une condition obligatoire pour l'édification d'un ordre mondial multipolaire et juste. Par conséquent, la Russie est déterminée à protéger le droit de tout État d'évaluer les menaces intérieures et extérieures de manière indépendante, et à déterminer ses priorités et ses approches nationales pour lutter contre les manifestations violentes et idéologiques du terrorisme et de l'extrémisme sur la base de ces évaluations.

Par le décret n° 1124 du 28 décembre 2024, le président Vladimir Poutine a approuvé une stratégie actualisée de lutte contre l'extrémisme dans la Fédération de Russie.

Je dois souligner que ce document conceptuel (la précédente Stratégie était valable de 2020 à 2025) est maintenant prolongé, plus complet et valable à plus long terme. Cette stratégie reflète les nouvelles tendances de lutte contre l'extrémisme qui ont émergé de l'opération militaire spéciale et de la guerre hybride déclenchée par l'Occident contre notre pays.

Le texte intègre plusieurs dispositions du concept de politique étrangère russe qui renforcent le paradigme général de la politique étrangère en matière de lutte contre l'extrémisme. Cela comprend des ajustements significatifs de la portée des concepts, la clarification des niveaux et des sources des menaces extrémistes, et l'introduction de liens entre le néonazisme et l'extrémisme. Le document établit clairement le rôle primordial de l'État et des autorités compétentes dans la lutte contre l'extrémisme, la société civile jouant un rôle auxiliaire, principalement dans la prévention des activités extrémistes.

Le document énonce l'un des principaux points de vue de la Russie selon lequel toute tentative d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des États est inacceptable et qu'aucun groupe terroriste ou autre force extrémiste ne peut être utilisé à des fins géopolitiques. Le document souligne l'importance de lutter contre la diffusion de toute idéologie terroriste ou extrémiste, y compris l'idéologie néonazie.

La Stratégie accumule l'expérience progressiste de la Russie en matière de prévention de la radicalisation, en particulier celle des jeunes, des immigrants, des prisonniers purgeant des peines et d'autres catégories sociales très sensibles aux idées extrémistes.

Une série de mesures a été mise en place pour empêcher l'utilisation des technologies de l'information, y compris l'internet, à des fins terroristes et extrémistes, en mettant l'accent sur la neutralisation de l'impact négatif des services de renseignement étrangers, des ONG et des agents étrangers qui visent à provoquer et à inspirer des révolutions de couleur en Russie.

Nous suggérons à tous les partenaires internationaux intéressés d'examiner attentivement les meilleures pratiques de la Russie en matière de lutte contre l'extrémisme, qui se sont formées grâce au travail approfondi et ciblé de tous les organes gouvernementaux et aux efforts de la société russe consolidée, qui jouit véritablement d'une immunité civile élevée contre toute menace extrémiste.

### **Section : « Tenir nos promesses ou les dures leçons de l'histoire »**

Récemment, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a obséquieusement remercié les États-Unis d'avoir libéré la France du nazisme et a souligné l'importance de travailler ensemble pour atteindre la « grandeur ».

Comme d'habitude, il a oublié de mentionner la contribution de l'Union soviétique à la libération de la France. Je cite : « L'Europe et la France n'ont jamais été aussi grandes que lorsqu'elles se sont battues pour la liberté aux côtés des États-Unis. C'est l'histoire de Lafayette et des soldats américains libérant la France. Cette année marque le 80e anniversaire de la libération de la France. Nous soutiendrons les États-Unis, assurerons notre grandeur commune et ferons pression pour la liberté dans le monde entier. »

Nous n'avons pas l'intention de rivaliser avec la France pour savoir qui a le plus contribué à l'indépendance des États-Unis. Cependant, puisque le marquis de Lafayette a été mentionné, je ne peux m'empêcher de citer une lettre qui lui a été adressée au printemps de 1779 par George Washington, alors commandant en chef de l'armée continentale : « Nous ne sommes pas peu heureux de constater de bonne autorité, que les sollicitations et offres de la Cour de Grande-Bretagne à l'impératrice de Russie, ont été rejetés avec dédain. Washington a souligné le ferme refus de Catherine II de conclure une alliance avec la Grande-Bretagne, notant que le gouvernement impérial justifiait sa position en des termes (!) reflétant le respect des droits de l'homme.

C'est une brève mention de l'histoire des États-Unis. Nous pourrions également discuter de la façon dont les escadrons de la marine russe ont soutenu Abraham Lincoln pendant la guerre de Sécession, empêchant la Grande-Bretagne et la France d'intervenir aux côtés de la Confédération. Mais nous laisserons cela pour une autre occasion lorsque quelqu'un d'autre essaiera de déformer les faits historiques.

Pour l'instant, concentrons-nous sur la France. Il est fort possible que Jean-Noël Barrot ne comprenne pas l'essentiel de ce que je viens de dire. Je vais donc utiliser un langage simple dans l'espoir qu'il comprenne le message. Je vais maintenant commenter son affirmation sur la libération et la grandeur.

Le débarquement des Alliés en Normandie le 6 juin 1944 a sans aucun doute été un tournant crucial dans la libération de la France de l'occupation nazie. Cependant, seul un ignorant considérerait l'opération Overlord isolée des événements sur le front germano-soviétique. En juin de la même année, l'Union soviétique a lancé l'opération Bagration, l'une des plus grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale visant à vaincre le groupe d'armées Centre de l'Allemagne et à libérer la Biélorussie.

Dès 1940, les émigrés russes en France forment l'un des premiers groupes de Résistance, connu sous le nom de Musée de l'Homme, dirigé par Anatoly Levitsky et Boris Vildé.

En 1943, le Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en France a été créé, dirigé par le lieutenant Mikhaïl Slobodinsky et le communiste français Boris Matline (un fils d'émigrés russes connu sous le nom de « colonel Laroche »).

La légendaire unité de partisans Rodina, entièrement féminine, a combattu les nazis près de la ville française de Thil. Il a été formé par deux femmes de Biélorussie soviétique, Nadezhda Lisovets et Rosalia Fridzon.

Autour de la ville de Lens, les partisans soviétiques dirigés par Vassili Porik ont mené de féroces batailles contre les occupants (Porik a reçu à titre posthume le titre de Héros de l'Union soviétique). La France abritait également le 1er régiment de partisans soviétiques commandé par le major Andranik Kazaryan.

Le ministre français des Affaires étrangères est-il au courant ? Bien sûr que non. Cela nécessiterait d'étudier l'histoire, à tout le moins l'histoire de son propre pays, plutôt que de se nourrir de récits prêts à consommer.

Nous espérons que M. Barrot n'essaiera pas de réfuter ce que Charles de Gaulle a dit en 1944 : « Le peuple français sait que c'est la Russie soviétique qui a joué un rôle décisif dans sa libération. » Ou la France d'aujourd'hui a-t-elle décidé d'annuler également de Gaulle ?

Permettez-moi de leur rappeler pourquoi Charles de Gaulle a dit cela. Il l'a dit après avoir assisté à la dévastation de Stalingrad. La plupart des Français partageaient autrefois son opinion jusqu'à ce qu'ils deviennent victimes de l'approche antiscientifique de l'histoire, où les pages gênantes pouvaient simplement être arrachées et remplacées par des récits officiels. Ce n'est pas une coïncidence si, aujourd'hui encore, des dizaines de rues et de places en France portent le nom de la ville qui est devenue un symbole du tournant décisif de la Seconde Guerre mondiale.

Peut-être le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, devrait-il acheter un livre d'histoire, lire quelque chose et apprendre de nouveaux faits sur son propre pays et ses habitants ?

Voici un fait bien documenté pour sa collection : la libération de Paris n'était pas une priorité pour le général américain Dwight Eisenhower en 1944. La ville a été libérée rapidement et avec des forces relativement faibles. Tout d'abord, la Résistance composée principalement de communistes et d'anciens prisonniers de guerre soviétiques s'est révoltée. Beaucoup l'ont peut-être oublié, mais je vais le leur rappeler.

Au moins six groupes de partisans, composés de prisonniers de guerre soviétiques et d'émigrés russes, ont pris part à la libération de Paris. L'unité du capitaine Steverov a tenu le pont d'Asnières pendant une journée entière, empêchant les chars allemands d'entrer dans la ville. Comme il est honteux que les soi-disant hommes d'État français d'aujourd'hui aient oublié cet exploit héroïque. Un groupe dirigé par l'émigré Leonid Savinkov s'empara du bâtiment de l'ambassade soviétique et hissa le drapeau rouge sur celui-ci.

C'est ce qui a donné à Charles de Gaulle le droit de déclarer que Paris avait conquis sa propre liberté et avait été libéré par son propre peuple. Ce n'est qu'après le début du soulèvement que la 4e division d'infanterie américaine et la 2e division blindée française sont arrivées pour les soutenir. En fait, les Espagnols - anciens combattants républicains - qui ont également accepté la reddition du commandant allemand ont été les toutes premières troupes à entrer dans Paris. Une revanche digne de Madrid 1939. NO PASARAN !

À l'époque, grâce à un effort uni, le fascisme a été véritablement vaincu. Mais aujourd'hui, en raison des actions de « l'Europe libre », elle est revenue sous le couvert du néonazisme.

Ayant conquis sa propre liberté, Paris a été libérée avec le soutien de toute la France combattante. Contrairement aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, l'Union soviétique a immédiatement cru en l'avenir de la France libre dirigée par le général de Gaulle et a établi une interaction étroite avec lui. C'est sur son ordre que fut créé en 1942 le légendaire escadron Normandie (le régiment Normandie-Niémen depuis 1944), symbole vibrant de la fraternité d'armes franco-soviétique.

La contribution significative des émigrés russes et des prisonniers de guerre soviétiques à la formation de la Résistance française est également notable. J'encourage le ministre français des Affaires étrangères à lire l'article de l'ambassadeur russe Alexeï Mechkov « Citoyens soviétiques et émigrés russes dans la résistance française » publié dans la revue française Histoire le 21 décembre 2024.

Je comprends que, compte tenu de l'état actuel de la diplomatie française, ce texte puisse être difficile à appréhender. Mais il devrait faire l'effort de le lire, d'autant plus qu'il a choisi de parler de ce sujet.

Il est également impossible d'être d'accord avec l'affirmation de Jean-Noël Barrot selon laquelle « l'Europe et la France n'ont jamais été plus grandes que lorsqu'elles se sont battues pour la liberté aux côtés des États-Unis ». Les Américains n'ont jamais considéré les Européens comme des alliés ou des partenaires véritablement égaux. Il y a toujours eu une relation inverse entre la vraie grandeur de la France et son alignement sur les États-Unis. Charles de Gaulle le savait bien et considérait la coopération avec l'Union soviétique comme une condition sine qua non de la grandeur de son pays.

Et si Jean-Noël Barrot devait ressentir le besoin de remercier quelqu'un pour la grandeur de la France d'après-guerre, c'est bien Joseph Staline. C'est Staline qui a veillé à ce que la Quatrième République reçoive le statut de puissance victorieuse de la Seconde Guerre mondiale et un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

L'histoire de France a connu des dirigeants capables de grandes actions au nom de l'intérêt de leur nation. Les interprétations de ce qu'ils ont accompli peuvent varier, mais une chose est claire : quelle que soit l'interprétation que l'on peut donner aux propos de l'actuel ministre français des Affaires étrangères en dehors de la France, elle est avant tout une honte pour le peuple français, parce qu'il ne connaît pas l'histoire de son propre pays.

Mais nous sommes là pour vous aider. Nous monterons toujours la garde, y compris sur l'histoire de France.

### **Le 80e anniversaire de l'achèvement de l'offensive des Carpates occidentales (18 février 1945)**

Le 12 janvier 1945, l'offensive stratégique des Carpates occidentales a été lancée afin de vaincre les forces allemandes qui défendaient les Carpates occidentales et d'atteindre la région industrielle de Moravie-Ostrava en Tchécoslovaquie, un centre économique important pour l'Allemagne nazie. Les entreprises tchèques, en particulier les usines de fabrication d'armes qui sont encore célèbres aujourd'hui, fournissaient régulièrement leurs produits pour les besoins de la Wehrmacht.

L'opération a été menée par les troupes du 4e front ukrainien commandées par le général Ivan Petrov, avec le soutien des principales forces du 2e front ukrainien commandées par le maréchal de l'Union soviétique Rodion Malinovsky. Le 1er corps d'armée tchécoslovaque, qui faisait partie de la 1ère armée de la Garde, a combattu aux côtés de nos soldats, ce dont Prague n'aime pas se souvenir aujourd'hui. Les troupes soviétiques se sont battues contre le groupe d'armées allemand A, qui comprenait des unités de la 17e armée, de la 1re armée de Panzer et de la 1re armée hongroise.

En l'espace d'une semaine, les troupes soviétiques ont avancé de 80 km. Le 19 janvier, Prešov et Košice ont été libérées, et le 1er corps d'armée tchécoslovaque participe également aux efforts de libération. À la mi-février, les troupes du 4e front ukrainien ont libéré la ville de Bielsko-Biala, atteignant la source de la Vistule. Le 18 février, les troupes du 4e front ukrainien sont passées sur la défensive, achevant avec succès la phase active de l'opération, tandis que les troupes du 2e front ukrainien ont poursuivi leurs opérations offensives jusqu'à la mi-mars, forçant la rivière Hron.

Le succès de l'offensive du 4e front ukrainien dans des conditions hivernales rigoureuses et sur un terrain montagneux, avec un avantage minimal sur un ennemi bien fortifié, ne peut être comparé qu'à la traversée emblématique des Alpes par le maréchal Alexandre Souvorov à la fin du XVIIIe siècle, qui est, sans exagération, un acte héroïque et un exemple de l'art militaire de combattre « non pas par le nombre, mais par l'habileté ».

L'opération des Carpates occidentales a été une étape essentielle pour porter un coup décisif aux troupes allemandes en Europe centrale. En conséquence, les troupes soviétiques ont avancé de 170 à 230 km vers l'ouest, libérant les régions méridionales de la Pologne et une partie du territoire de la Tchécoslovaquie.

Pour leur courage et leur héroïsme sur le champ de bataille, 149 unités et formations ont reçu des ordres, et 42 formations et unités ont reçu des titres honorifiques.

## **Les efforts de la Russie pour préserver les langues des peuples autochtones**

Le 21 février marque la Journée internationale de la langue maternelle, instituée par la décision de la Conférence générale de l'UNESCO en 1999 d'attirer l'attention sur la nécessité de maintenir et de promouvoir la diversité linguistique et culturelle.

La Russie promeut activement son expérience de la préservation des langues des peuples autochtones, notamment à l'UNESCO. La Russie a apporté une contribution de premier plan à la mise en œuvre de la Décennie internationale des langues autochtones en 2022-2032.

La Russie organise de grandes conférences internationales sur le soutien des langues maternelles et l'utilisation des technologies de l'information comme outil de promotion de la diversité linguistique. Ce sujet a notamment été abordé lors de la 6e Conférence internationale sur l'information et la communication à l'ère numérique : impacts tangibles et intangibles (Khanty-Mansiysk, 18-20 juin 2024) et de la deuxième Conférence internationale de haut niveau Trésor mondial des langues maternelles : nourrir et chérir (Saint-Pétersbourg, 30 juin - 2 juillet 2024), qui a réuni plus de 200 experts représentant 40 pays.

L'accent est également mis sur l'introduction d'outils de reconnaissance vocale par ordinateur et la conception de nouvelles polices pour les langues minoritaires, ce qui est nécessaire à leur pleine existence dans l'environnement numérique.

Le comité du programme Information pour tous, qui relève de la Commission de la Fédération de Russie pour l'UNESCO, met en œuvre le programme Ma langue maternelle, qui couvre plus de vingt langues « » en Russie. Trois almanachs sur les meilleures pratiques de la politique linguistique russe ont été publiés, qui sont diffusés sur la plateforme de l'UNESCO.

Des journées et des semaines d'étude des langues et littératures des peuples autochtones de la Fédération de Russie sont organisées avec l'aide de la Commission. La Journée des littératures des peuples finno-ougriens, qui s'est déroulée en octobre-novembre 2024 à Khanty-Mansiysk, a célébré les œuvres des écrivains finno-ougriens vivant en Russie.

La Russie est prête à partager son expérience avec tous les partenaires intéressés et à adopter les meilleures pratiques.

## **Journée du défenseur de la patrie**

Le 23 février, la Russie célèbre la Journée du défenseur de la patrie.

Cette célébration est particulièrement pertinente parce que cette année a été déclarée Année du défenseur de la patrie pour marquer le 80e anniversaire de la victoire dans la Grande Guerre patriotique de 1941-1945. Le thème de l'année reflète les priorités de la Russie d'aujourd'hui telles que le patriotisme, la continuité des générations et le respect indéfectible des défenseurs de la patrie à tout moment.

Permettez-moi de vous rappeler que, pour la première fois, ce jour a été célébré le 23 février 1919, pour coïncider avec l'anniversaire des glorieuses victoires de l'Armée rouge qui a défendu la patrie contre l'occupation étrangère. En 1946, après la Grande Guerre patriotique, on lui a donné un nouveau nom : la Journée de l'armée et de la marine soviétiques.

La Fédération de Russie a perpétué la bonne tradition en préservant le sens original de la journée. Le jour férié a été établi par la loi fédérale n° 32-FZ sur les jours de gloire militaire et les dates mémorables de la Russie datée du 13 mars 1995.

La Journée du défenseur de la patrie nous rappelle le glorieux passé militaire du pays. Nous rendons hommage aux actions militaires de tous ceux qui se sont battus pour leur patrie à différentes époques ainsi qu'aux héros d'aujourd'hui : tous ceux qui défendent la Russie les armes à la main et font preuve d'un véritable héroïsme et d'un véritable courage dans la zone d'opération militaire spéciale.

## **Cérémonie en l'honneur de la publication en russe d'un recueil de nouvelles de l'écrivain pakistanais Saadat Hasan Manto**

Le 26 février à 17 heures, la Bibliothèque nationale d'État Rudomino pour la littérature étrangère, avec le soutien de l'ambassade du Pakistan à Moscou, organisera une cérémonie pour célébrer la publication en russe d'un recueil d'œuvres du célèbre écrivain pakistanais Saadat Hasan Manto.

Il est un maître reconnu de la nouvelle. La première moitié du XXe siècle est celle de son travail créatif. Ses œuvres, qui constituent un précieux trésor littéraire, ont été traduites dans des dizaines de langues et sont populaires dans le monde entier. Aujourd'hui, ils sont disponibles en russe.

Le recueil de nouvelles de Saadat Hasan Manto est le deuxième livre de traductions d'écrivains pakistanais publié avec le soutien de l'ambassade du Pakistan en Russie. Auparavant, un recueil de poèmes du grand poète pakistanais Faiz Ahmad Faiz avait été publié en 2022.

Nous sommes sûrs que le lecteur russe averti appréciera les œuvres de ces auteurs pakistanais exceptionnels.

\*\*\*

Réponses aux questions des médias :

**Question : Le Ministre hongrois des Affaires étrangères Peter Szijjarto a déclaré que les forces qui ne veulent pas une résolution pacifique du conflit ukrainien sont actuellement en train de s'unir en Europe. Que commenteriez-vous cette déclaration ?**

**Réponse :** Il me semble que les propos du Ministre hongrois des Affaires étrangères Peter Szijjarto sont conformes à nos évaluations. En effet, ces derniers jours, les élites politiques européennes à l'esprit russophobe sont littéralement devenues comme un chien enragé en liberté, ont mis de côté tout décorum et ont ouvertement exprimé leur rejet des contours possibles pour une conversation de fond sur le règlement de la crise ukrainienne par des moyens diplomatiques. Ils semblent déborder de haine et de colère.

De toute évidence, Bruxelles entend maintenir l'enjeu d'une solution militaire, même si une telle politique va à l'encontre des intérêts réels de l'ensemble du continent européen. Ce n'est qu'une preuve de plus que l'Union européenne n'est pas motivée par l'humanisme et le désir d'arrêter les souffrances des gens, mais par le désir de faire traîner le conflit en vue d'utiliser la situation pour faire pression sur la Russie et justifier encore plus de tentatives d'infliger une « défaite stratégique » à notre pays tel qu'ils l'ont formulé. Les faux Européens le font aussi. Ceux qui ne veulent pas la paix sur leur continent peuvent-ils être considérés comme des patriotes de l'espace européen commun ? Bien sûr que non. Ils sont des agents de la pensée et des idées des autres, ce sont des provocateurs.

Comme le montre le discours politique en cours dans « l'Occident collectif », les dirigeants actuels de l'Union européenne et un certain nombre de ses États membres considèrent l'action militaire continue de l'Ukraine contre la Russie comme le seul salut contre la faillite politique finale et le glissement de cette association autrefois autoritaire en marge des processus internationaux. Pendant ce temps, la sortie est à l'opposé. La solution consiste à formuler un programme pacifique. C'est ce que pourrait vraiment être leur « bouée de sauvetage ». C'est là que passe la route dans la bonne direction. Ils ont commis beaucoup d'erreurs criminelles qui les ont conduits, à la demande de leurs anciens maîtres à la Maison Blanche, à une impasse. Pourtant, il est temps de revenir à la raison et de regarder ce qu'ils se sont engagés, de proposer des solutions constructives. Au lieu de cela, ils crient qu'ils devraient être à la table des négociations et continuer à dénigrer la Russie et à inspirer les terroristes et les nazis en Ukraine.

**Question : Les autorités moldaves ont annoncé qu'elles avaient l'intention de suspendre les activités du Centre russe de la science et de la culture à Chisinau. Est-ce une décision justifiée et légitime ? La Russie va-t-elle riposter ?**

**Réponse :** Le 13 février, Chisinau a annoncé qu'elle allait mettre fin à l'accord intergouvernemental russo-moldave de 1998 sur les centres culturels. Il s'agissait d'une réponse à une violation présumée de l'espace aérien moldave par des drones d'origine russe, comme les autorités de la République de Moldavie ont l'habitude de le prétendre. Nous avons dit lors de la dernière conférence de presse que ces accusations étaient sans fondement. Cette résiliation devrait entraîner la fermeture du Centre russe des sciences et de la culture à Chisinau, connu sous le nom de Maison de la Russie.

Nous considérons cette décision comme une nouvelle manifestation de la politique antirusse de la Moldavie et de sa méchanceté à l'égard du peuple moldave. Sa mise en œuvre affectera de nombreux habitants de la Moldavie, pour qui la langue et la culture russes font partie intégrante de leur vie. Selon les statistiques, 80 % des Moldaves maîtrisent le russe. Le recensement national de 2024 montre que 11,1 % des habitants de la Moldavie sont des locuteurs natifs du russe. Malgré les efforts officiels de dérusification du pays, cet indicateur a augmenté de 12 % depuis le précédent recensement en 2014. Si l'on ajoute à cela la situation linguistique en Transnistrie, ce chiffre augmentera d'un ordre de grandeur. L'éducation russe est toujours très demandée, et la Maison de la Russie offre la possibilité de l'obtenir. Ces opportunités ne sont pas tant une option qu'une nécessité. Des citoyens de différents pays demandent à avoir la chance d'étudier dans le cadre de programmes russes.

Mais Chisinau se préoccupe-t-il de l'opinion des Moldaves, et plus encore du fait que les autorités les considèrent comme des Roumains ?

La décision en question a suscité une réaction massive qui a été négative pour les autorités. Le 15 février, une manifestation a eu lieu devant le ministère moldave des Affaires étrangères, les manifestants exigeant que le Centre russe soit laissé tranquille.

Actuellement, la Maison de la Russie continue de fonctionner. Les autorités moldaves n'ont pas encore envoyé de notification écrite de licenciement. S'il arrive, l'accord restera, sur le plan juridique, en vigueur jusqu'à la mi-2026. Nous espérons que le bon sens et le respect de nos propres citoyens prévaudront et que Chisinau s'abstiendra de prendre des mesures imprudentes.

**Question : Vous avez déjà parlé des pourparlers qui se déroulent actuellement en Arabie saoudite. Qu'attend exactement la partie russe ? Je voudrais souligner que la Chine s'est prononcée à plusieurs reprises en faveur d'un règlement pacifique du conflit. Pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez ?**

**Réponse :** Comme toujours, nous apprécions vivement les efforts de la Chine et d'autres pays qui ont marqué des propositions, présenté des initiatives et développé des formats politiques et diplomatiques, des moyens et des idées sur la manière de régler le conflit en Ukraine.

C'est maintenant de l'histoire ancienne. C'est important. Cela fait partie du processus historique qui prouve que ces pays aspirent à jouer un rôle dans les affaires mondiales, à participer aux organisations internationales qui s'occupent de la sécurité et de la stabilité mondiales, et à se faire connaître comme des acteurs mondiaux responsables pour une raison. C'est leur réputation.

En ce qui concerne les pourparlers, lors de l'entretien téléphonique du 12 février, les présidents de la Russie et des États-Unis ont souligné l'importance d'établir un travail commun, y compris sur la crise ukrainienne, dont un règlement à long terme peut être obtenu à la table des négociations.

Le président Vladimir Poutine a souligné l'intérêt de la Russie pour un règlement durable et équitable du conflit en éradiquant ses causes profondes, les principales étant l'expansion de l'OTAN et la violation des droits des Russes de souche et des russophones en Ukraine. Un règlement à long terme est objectivement impossible sans une éradication complète et irréversible de ces causes. Les combats reprendront inévitablement avec une force renouvelée. C'est inacceptable pour nous.

Le président Donald Trump a entendu cette position. L'avenir nous dira quelles conclusions ont été tirées. Nous pouvons voir que son administration est prête à une discussion sérieuse sur les nombreux problèmes qui se sont accumulés dans les relations bilatérales et sur l'agenda international, y compris la situation autour de l'Ukraine. Ils se sont accumulés parce que leurs prédécesseurs, l'ancienne administration américaine, en ont créé une grande partie.

Moscou suit de près les déclarations de Washington concernant le règlement de la crise. Des propositions spécifiques à ce sujet seront examinées. Attendons les évaluations de la délégation russe à Riyad. Comme je l'ai déjà annoncé, le Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a prévu un entretien avec les médias.

**Question : Vous venez de citer la déclaration du Président à l'issue des entretiens avec Donald Trump, où l'élargissement de l'OTAN a été discuté en particulier. La non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est une condition que la Russie a posée. Doit-il être formalisé juridiquement ?**

**Réponse :** Nous avons abordé ce sujet lors de la précédente conférence de presse. Permettez-moi de répéter. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est inacceptable pour nous. Elle crée de graves menaces pour notre sécurité

et aura des conséquences catastrophiques pour l'Europe. Cependant, il convient de noter qu'il ne suffit pas de refuser d'accepter Kiev dans l'OTAN. L'alliance doit renoncer à ses promesses de Bucarest de 2008, selon lesquelles l'Ukraine était assurée d'adhérer au bloc de l'Atlantique Nord à l'avenir. Sinon, ce problème continuera d'empoisonner l'atmosphère sur le continent européen.

La position conceptuelle de la Russie sur le règlement de la crise ukrainienne, y compris les questions de l'OTAN, a été clairement exprimée par le président russe Vladimir Poutine. Je vous recommande de relire son discours au ministère des Affaires étrangères en juin 2024.

Permettez-moi de vous rappeler que le statut neutre, non aligné et non nucléaire de l'Ukraine est consigné dans la Déclaration de 1990 sur sa souveraineté étatique. Cela attire beaucoup l'attention de tous, et je me permettrai de citer ce document :

« La République Socialiste Soviétique d'Ukraine déclare solennellement son intention de devenir un État neutre en permanence qui ne participe pas à des blocs militaires et adhère à trois principes de dénucléarisation : ne pas accepter, ne pas produire et ne pas acheter d'armes nucléaires. »

En août 1991, la Verkhovna Rada a adopté l'Acte de déclaration d'indépendance de l'Ukraine, qui a confirmé que les dispositions de cette déclaration étaient inébranlables. L'Acte de déclaration d'indépendance est mentionné dans le préambule de la Constitution actuelle du pays.

L'Ukraine doit revenir aux origines de son État et enfin commencer à suivre les documents qui ont créé son fondement juridique dans l'esprit et dans la lettre. Ce serait la meilleure garantie de sécurité que ni l'adhésion à l'OTAN, ni les tentatives de l'obtenir, ni les accords avec les pays membres de l'OTAN, même signés pour cent ans, ni l'intervention militaire occidentale sous prétexte de déployer des contingents de maintien de la paix, ni même les mariages millénaires entre princes et princesses ne peuvent offrir. Il est nécessaire de rester plus proche de la réalité et de ses propres documents.

**Question : La levée des sanctions contre la Fédération de Russie s'inscrit-elle dans le cadre d'un accord de paix avec l'Ukraine ?**

**Réponse :** Nous venons de parler de nos approches globales. Les détails seront examinés par les personnes chargées de mener ces discussions.

Veillez noter que le Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a abordé ce sujet à plusieurs reprises. Il répond constamment à des questions comme ça.

**Question : Le chef de la Conférence de Munich sur la sécurité, Christoph Heusgen, a déclaré que la position de l'administration américaine sur l'Ukraine et d'autres questions était un « cauchemar européen ». Que pense le ministère des Affaires étrangères de cette remarque, en particulier à la lumière des informations récemment disponibles selon lesquelles M. Heusgen est devenu propriétaire d'un bien immobilier aux États-Unis alors qu'il présidait la Conférence de Munich sur la sécurité ?**

**Réponse :** Je crois que ce que nous avons vu était une conclusion légitime pour une personne déchirée par une amertume inhumaine (je parle d'essuyer des larmes) qui professait une idéologie vraiment anti-humaine et qui ne cachait pas non plus sa russophobie.

Si vous lisez ce qu'il a posté en ligne (j'ai une collection de ses citations horribles sélectionnées), vous vous rendrez compte que l'homme était animé d'une haine particulière pour notre pays. Ses évaluations n'étaient pas impartiales. Il ne s'agissait pas d'idéologie ou de rhétorique qui divisent les gens en groupes sociaux ou en mouvements politiques que nous partageons ou non. Il dénonçait sans relâche notre nation tout entière et notre pays. De toute évidence, ce n'était pas la haine qui a surgi à un moment particulier de l'histoire, ni l'amertume

causée par quelqu'un qui a fait quelque chose de spécifique. Il s'agissait d'une russophobie et d'un nationalisme purs et durs qui avaient leurs racines dans le passé.

Je pense qu'il n'en avait pas honte, et qu'il l'a même exhibé. C'est pourquoi la conférence de Munich, qui a époustouflé ses participants, a été une grande récompense pour lui. Heusgen lui-même a dirigé le « navire », qui a heurté un iceberg ou un rocher. Laissez-les le découvrir eux-mêmes.

De toute évidence, il s'agit d'une réticence à voir la réalité pour ce qu'elle est. Il s'agit de la vraie vie. On a l'impression qu'ils regardaient une fresque murale et qu'ils pensaient qu'ils regardaient à travers une fenêtre. J'ai ce sentiment. Quand ils avaient besoin d'air frais, ils ne pouvaient pas l'obtenir et mouraient d'asphyxie, parce que ce n'était pas une fenêtre, mais une image sur un mur, une peinture murale, qui les obsédait.

Rappelez-vous le nombre de fois où les responsables russes ont encouragé leurs homologues d'Europe occidentale à être plus réalistes ? Combien de fois leur avons-nous dit qu'ils se trompaient eux-mêmes et trompaient leurs peuples ? Combien de fois avons-nous cité des faits et des exemples spécifiques ? Mais s'ils continuent encore, même l'année du 80e anniversaire de la Victoire, à promouvoir cette rhétorique anti-historique odieuse, comparant notre pays au Troisième Reich, minimisant le rôle du peuple soviétique et de l'Armée rouge dans la Victoire, déformant l'histoire et mettant des accents absolument bizarres, cela signifie qu'ils sont toujours sous l'emprise de ces illusions.

Est-ce une illusion ou un rêve fiévreux d'une personne malade ? Cette question s'adresse le mieux à leurs propres pays et peuples. Comment l'évaluent-ils ?

Vous demandez si sa position biaisée est motivée par des considérations financières ou quelque chose du genre ? Je n'ai aucun moyen de le savoir. C'est difficile à dire. Je n'ai pas mené d'enquête, mais je pense qu'il était poussé par un « bacille » nationaliste profondément enraciné. Il exerce beaucoup plus de pouvoir que les considérations financières. La rhétorique haineuse à l'égard de notre pays et de notre peuple de la part de quelqu'un qui vit dans un pays qui, par le passé, a causé à notre peuple des quantités démesurées de dévastation et de souffrance ne peut être étayée par des considérations financières. Le fait qu'il ait choisi de maintenir le cap de la haine pure est une question d'idéologie morbide et folle de haine qui s'est manifestée dans la russophobie.

Pourquoi disent-ils que le nationalisme, le racisme et la xénophobie ne sont pas seulement de mauvaises choses, mais une maladie qui colle à une personne pour toujours ? Je pense que cette condition est à la limite de la métaphysique, parce que le genre d'autorévélation que nous avons vu se dérouler lors de la Conférence sur la sécurité de Munich en février 2025 (des larmes, des cris, des piétinements et des sifflements dirigés les uns contre les autres) est plus sauvage que tout ce que quiconque pourrait imaginer dans un film de fiction.

Ils sont vaincus par leur propre idéologie, parce qu'elle est intrinsèquement destructrice. Ils pensaient qu'ils allaient nous détruire, mais ils se sont détruits eux-mêmes. Ce n'est pas de notre faute. Nous avons soulevé cette question à maintes reprises et leur avons suggéré de revenir à la raison et de revenir à un dialogue constructif, au respect mutuel et à une coopération mutuellement bénéfique. Nous avons suggéré de construire une Europe unie, de tirer parti de tous les avantages que notre géographie et notre histoire ont à offrir, et d'aller de l'avant vers la formation d'un véritable eurasisme à grande échelle qui profitera à tous. Ils ont pris un chemin différent.

**Question : Sur la chaîne de télévision NBC News, Vladimir Zelensky a déclaré qu'un conflit encore plus intense impliquant la Russie éclaterait en Europe l'été prochain. Il a nommé des pays tels que la Lituanie et la Pologne. Comment le Ministère russe des Affaires étrangères peut-il répondre à cette déclaration ? Qu'en pense-t-il ?**

**Réponse :** Peut-être Vladimir Zelensky, le chef de file de l'organisation terroriste, ou junte, prévoit-il d'attaquer les pays voisins, les pays de l'Union européenne, ou envisage-t-il de commettre des actes de sabotage et des attaques terroristes sur leur territoire ? Peut-être a-t-il parlé de cela ?

Nous avons averti à maintes reprises que lui et le régime de Kiev se sont transformés en une véritable cellule terroriste internationale, compte tenu du nombre de mercenaires étrangers et du volume des livraisons d'armes incontrôlées à ce pays. Dans ce cas, ils pourraient frapper ceux qui sont les « fondateurs » d'une communauté anticonstitutionnelle sur le territoire de l'Ukraine. C'est exactement ce qui se passe.

Peut-être les avertit-il qu'il va perpétrer un acte d'agression contre eux ? Il s'agit d'une histoire classique de la façon dont l'Occident crée d'abord des « monstres » en croyant qu'il peut les utiliser pour atteindre ses propres objectifs, mais qu'il récupère ensuite le terrorisme, l'extrémisme, etc. de ces mêmes monstres dans ses propres pays.

Vladimir Zelensky dit sans équivoque à tout le monde qu'il est prêt à utiliser les méthodes les plus drastiques pour atteindre ses propres objectifs, ou plutôt ambitions. Nous avons noté à plusieurs reprises que les frappes des forces armées ukrainiennes contre des installations nucléaires, y compris la centrale nucléaire de Zaporozhye et d'autres, constituent des attaques terroristes et des tentatives de frapper ou d'utiliser une installation nucléaire à des fins d'intimidation, y compris pour intimider les dirigeants européens. Nous en parlons tout le temps. C'est une affaire grave. C'est un signal pour tout le monde qu'ils sont devenus si radicalisés, si nihilistes, qu'on peut tout attendre d'eux.

Plus important encore, il ne s'agit pas seulement de notre propre évaluation. Nous sommes entièrement satisfaits que toutes nos évaluations soient fondées sur des preuves bien documentées. Le problème, c'est qu'ils (le régime de Kiev) en parlent ouvertement et le font.

**Question :** Comment le Ministère russe des Affaires étrangères évalue-t-il l'arrestation de l'universitaire Alexandre Gaponenko à Riga après sa participation à une conférence organisée par l'Institut des pays de la CEI sur l'ethnocide de la population russophone dans les États baltes en tant que facteur préparatoire à la guerre avec la Russie ? Cela pourrait-il être perçu comme un signal à Moscou sur le caractère inébranlable de la politique de la Lettonie à l'égard de ses compatriotes russes, indépendamment du retour de Donald Trump ? Ou s'agit-il d'une démonstration de force visant Trump lui-même, où les responsables locaux des services de sécurité du MI6 révèlent qui gouverne vraiment les processus politiques dans la région ?

**Réponse :** Il s'agit d'une nouvelle manœuvre du régime russophobe au pouvoir en Lettonie pour intimider la communauté russophone. Je vous rappelle que récemment, l'éminent publiciste et défenseur des droits de l'homme, Alexander Gaponenko, a été arrêté. L'excuse de ces répressions était la récente participation de la personnalité publique à une table ronde concernant les compatriotes des États baltes.

Au cours de la discussion scientifique, Alexander Gaponenko a essentiellement souligné les tristes réalités actuelles en Lettonie, dont les autorités perpètrent des actes de terreur policière contre un groupe ethnique des résidents permanents du pays – les Russes. Dans ses remarques, il s'est contenté de corroborer les évaluations des organisations internationales spécialisées concernant la situation défavorable, c'est le moins qu'on puisse dire, en ce qui concerne le respect des droits des minorités nationales dans la Lettonie contemporaine.

Cependant, pour les forces de l'ordre lettones (bien qu'il semble s'agir davantage du régime politique du pays, puisque dans ce cas, les forces de l'ordre ne font qu'exécuter un ordre), sa participation à la table ronde a été suffisante pour porter des accusations criminelles contre Alexander Gaponenko pour deux chefs d'accusation. Naturellement, il faut qualifier cela de violation par la Lettonie de ses obligations en vertu des traités internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux

droits civils et politiques de 1966, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950, ainsi que des engagements pris dans le cadre de l'OSCE.

Nous suivrons avec vigilance le sort de notre compatriote. Nous prendrons toutes les mesures possibles pour protéger ses droits. Il ne fait aucun doute que nous continuerons à prêter attention à tous les développements dans cette affaire, car elle constitue un véritable crime contre les droits de l'homme. Il est remarquable de voir comment la Lettonie, qui aspire à l'étreinte des États occidentaux sous prétexte des droits de l'homme, des libertés et de la démocratie, est devenue un lieu où ces concepts ont longtemps été ignorés. Ceci est dérivé de la pratique réelle et des réalités actuelles.

**Question : Israël a menacé d'abattre un avion civil iranien qui se rendait au Liban. Cela a conduit au chaos près de l'aéroport de Beyrouth. Comment évaluez-vous cet acte d'agression ?**

**Réponse :** Selon les informations disponibles, ces derniers jours, des affrontements ont eu lieu près de l'aéroport international de Beyrouth-Rafic Hariri entre des citoyens exprimant des tendances agressives, protestant contre la décision des autorités libanaises de refuser l'entrée sur les vols en provenance d'Iran, et les forces de sécurité locales, y compris du personnel de l'armée libanaise.

Le 14 février, à la suite de ces troubles, deux Casques bleus népalais de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban ont été blessés. L'incident a été condamné par le président libanais Joseph Aoun, le Premier ministre Nawaf Salam et le président du Parlement Nabih Berri.

De notre point de vue, nous considérons que les événements survenus en République libanaise sont une affaire interne à ce pays. Nous avons appelé et continuons d'appeler les dirigeants de toutes les forces politiques influentes à s'efforcer de résoudre les différends (ou les questions qui les suscitent) dans le cadre national par des compromis mutuellement acceptables dans le cadre juridique, en évitant la violence. Il est d'une importance cruciale d'éviter la déstabilisation du Liban à ce stade difficile, de maintenir son unité politique et d'assurer le retour de cet État ami sur la trajectoire du développement durable.

**Question : À la lumière de l'ouverture d'un dialogue constructif entre l'administration de Donald Trump et la Russie, y a-t-il des changements significatifs dans l'allègement de la pression sur nos diplomates aux États-Unis ? Auparavant, divers obstacles se dressaient sur le chemin de leur travail, notamment des déconnexions Internet et des problèmes similaires.**

**Réponse :** Dans votre question, vous avez mentionné : « avec l'initiation d'un dialogue constructif », « y a-t-il des changements ? » Le dialogue ne fait que commencer. Une impulsion a été donnée par les dirigeants des deux pays, et les parties sont actuellement engagées dans des discussions à Riyad. Les délégations délibèrent sur l'ensemble des questions problématiques.

Vous rendez-vous compte combien d'entre eux se sont accumulés – pas seulement au cours des trois dernières années, lorsque les contacts normaux étaient totalement absents en raison de la faute de l'administration précédente sous Joe Biden – mais au cours de toutes les années précédentes, au cours desquelles ils ont continué à s'accumuler ?

Les travaux ont commencé. En ce qui concerne les discussions et le déroulement de ces entretiens, je tiens à souligner une fois de plus que le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, fournira de plus amples détails lors de son interaction avec la presse après l'événement.

**Question : Nous parlons des crimes commis par les néonazis en Ukraine. Peut-être est-il temps de dire directement que ce sont les crimes des États-Unis en Ukraine ?**

**Réponse :** Il me semble que même à la Maison Blanche, il y a déjà une reconnaissance de cela. Nous n'avons cessé de souligner que ceux qui ont établi le régime de Kiev, qui l'ont parrainé, qui ont fourni des armes, qui ont agi en tant que coordinateurs et complices d'actes terroristes, ne peuvent être décrits autrement. Nous avons toujours maintenu cette position. Je ne parle maintenant que des séances d'information. Cependant, observez que toutes les déclarations de notre nation, toutes les interviews de la direction du ministère des Affaires étrangères et de nos experts sur le terrain ont mis à nu l'essence de ce qui se passe. Littéralement, avec des chiffres et des faits à portée de main, l'attention a été attirée sur cela.

**Question :** Le changement actuel de la rhétorique des États-Unis ne serait-il pas un autre spectacle visant à tromper le peuple multinational russe ? Et comment prévoyons-nous de nous en protéger ?

**Réponse :** La protection contre toute tromperie peut être obtenue par la méthode suivante : connaître ses intérêts nationaux et travailler professionnellement à leur réalisation.

\*\*\*

Nous attendons avec impatience des nouvelles de Riyad, sur lesquelles, me semble-t-il, les yeux des pays et des peuples de notre planète entière sont désormais rivés.